

sion reçue par le marquis de Denonville, qui avait succédé à M. de Frontenac au gouvernement de la Nouvelle-France, ne fut pas remise à M. Bizard. M. de Denonville, tout comme M. de la Barre, n'aimait pas Bizard.

Jusqu'ici M. Bizard avait conservé sa qualité de sujet suisse. Afin d'aider à son avancement, il se décida, en 1686, à demander des lettres de naturalité.

En mars 1687, le Roi de France lui accordait ces lettres de naturalité.

M. de Frontenac, nommé une seconde fois gouverneur de la Nouvelle-France, en 1689, s'occupa aussitôt des intérêts de son protégé, qui avaient été pas mal négligés sous l'administration de M. de Denonville.

Le 12 novembre 1690, il écrivait à M. de Seignelay :

“ L'année avant que je partisse de ce pays, je vous demandai une commission en faveur du sieur Bizard, major de la ville de Montréal, pour y commander en l'absence du gouverneur, et quand je fus arrivé en France, je vous renouvelai mes instances, et vous eûtes la bonté de me l'accorder et de l'envoyer à M. le marquis de Denonville, qui ne la lui a point délivrée pour des raisons que je ne sais pas, et peut-être parce que c'était moi qui lui avais procuré cette grâce auprès de vous, de sorte que depuis ce temps-là il a été privé de cet avantage comme il le sera toujours, jusqu'à ce qu'il vous plaise me faire envoyer une seconde expédition de sa commission, comme je vous en supplie très humblement. ”⁹

La victoire signalée que venait de remporter M. de Frontenac sur les Anglais lui donnait beaucoup de pouvoir auprès du ministre et il lui fit envoyer la commission demandée en faveur de M. Bizard.

L'intendant Champigny accusait réception comme suit, le 12 octobre 1691, de la commission de M. Bizard :

⁹ Archives du Canada, *Correspondance générale*, vol. 11.